Le socialisme –un fantôme !– a bon dos

Par Maâmar Farah
farahmadaure@gmail.com

Il est étrange d'entendre les responsables algériens parler tout d'un coup de bonne gestion de nos ressources, de productivité, d'encouragement de la production nationale, de campagnes de sensibilisation pour consommer algérien, de facilitations à l'exportation, etc. Etrange, parce que cela aurait dû être logiquement, naturellement, patriotiquement, leur langage de tous les jours au cours des dernières années. Et la question qui vient à l'esprit est : «pourquoi avoir attendu tout ce temps pour revenir à cette vision qui, il y a une quarantaine d'années, était l'axe prioritaire de notre développement ?»

Qui est responsable de cette situation ?

On voudrait bien croire M. Sellal quand il évoque la « gestion socialiste des entreprises » comme frein au développement économique ; hélas, et malgré tous nos efforts, nous ne pouvons pas ne pas réagir à ce qui nous semble une diversion. D'abord, il n'y a plus de gestion «socialiste» depuis belle lurette à moins que des bolchéviques cachés au sein d'un gouvernement libéral aient déclenché un nouveau plan de socialisation de l'économie sans que nous le sachions. Donc, incriminer le pauvre socialisme balayé depuis des lustres par de grands et clairs choix libéraux, puis ultralibéraux, nous semble inexact.

Ensuite, parce qu'on nous ne la fait pas ! Je viens de relire une dizaine de chroniques écrites ici, et je n'ai pas le temps d'en consulter davantage, et qu'est-ce que j'y trouve ? Simplement, le triste constat de mauvais choix économiques qui, en s'accumulant depuis l'ère Chadli, ont mené le pays à cette impasse que l'on semble subitement découvrir ! Ce fut le désinvestissement et le folklore du PAP (Plan anti-pénurie) avec ses frigos rouges et verts à gogo, les bananes qu'on mettait au chaud pour qu'elles mûrissent vite, le dinar plus fort que le franc et les vacances bon marché en Tunisie, etc. Mais ce n'était rien par rapport à ce qui allait venir, bien que les bases du changement stratégique de notre économie aient été jetées à cette époque. La décennie noire fut une parenthèse de sabotages et de sang qu'il est inutile d'évoquer mais faut-il rappeler les privatisations sauvages et les coups à répétition portés contre le secteur public à travers le harcèlement judiciaire de ses cadres dont certains ont croupi en prison pour des motifs fallacieux : la porte était ouverte pour l'importation de fer à béton qui a enrichi de nouveaux barons au moment où la mort rôdait parmi les patriotes…

Enfin, le duo de charme Temmar-Khelil a fini par achever cette économie chancelante en bradant à tout-va patrimoine industriel et réalisations diverses- accumulés dans la sueur et les larmes de la classe ouvrière - et richesses naturelles du Sahara ! Encore que, dans un sursaut de dignité, les parlementaires du FLN et d'autres mouvements patriotiques aient réussi à stopper de justesse la loi scélérate sur les hydrocarbures.

Ainsi, pendant toutes ces années, nous avons tiré la sonnette d'alarme sur la dilapidation des richesses nationales et les mauvais choix économiques. Alors que le pays regorge de matières premières et de compétences souvent obligées d'émigrer, l'Algérie choisit l'importation de tout et le bricolage sous forme de construction hasardeuse de locaux commerciaux - dont une bonne partie est fermée- et d'une politique d'emploi des jeunes qui se solde par d'immenses pertes d'argent qui ne seront jamais récupérées !

Comment un pays qui dort sur des trésors peut-il se permettre le luxe de ne pas construire des usines pour fructifier toutes ses richesses et réduire la facture d'importation ? Comment un pays qui a un destin de puissance économique en arrive-t-il à vouloir copier ces émirats aux façades rutilantes et aux projets pharaoniques qui ont de l'argent à ne plus savoir ce qu'il faut en faire ?

Alors, à qui la faute ? A la gestion socialiste des entreprises, abandonnée il y a près de quarante années ? Soyons sérieux ! En 2008, et devant les maires, le président de la République reconnaissait l'échec de la politique économique de ses différents gouvernements. Ce fut un grand moment de vérité que nous saluâmes à l'époque et notre espoir était grand de voir des changements notables le suivre. Hélas, il n'en fut rien. Il fallut attendre la chute des prix du pétrole pour voir ces options tant attendues éclairer des horizons qui s'assombrissaient. Par conséquent, nous pouvons dire que la crise qui s'annonce aura été le véritable déclencheur de cette prise de conscience, à condition que le privé investisse réellement et qu'il ne se contente pas de « bouffer » le secteur public !

Connaissant le volontarisme de l'actuel gouvernement qui réalise de bonnes choses sur le plan de l'habitat, avec des programmes sociaux uniques au monde, et dans les domaines des équipements de base et de la scolarisation, il ne fait pas de doute que ce réveil tardif aura des conséquences positives sur le développement et la baisse du chômage.

En fait, la priorité n'est pas d'exporter à tout prix pour le moment ; elle est d'abord et avant tout de satisfaire la demande nationale en produits divers, condition sine qua non de la baisse de la facture d'importation. Mais comme nous enregistrons déjà une surproduction dans certains secteurs, il est possible d'en exporter une bonne partie, ceci est logique et peut se réaliser facilement si la bureaucratie recule et si l'esprit d'initiative avance !

Je ne termine pas cette chronique sans évoquer la perte immense que vient de subir la cause sahraouie et la cause de tous les combattants de la liberté, notamment en Afrique. L'homme qui vient de quitter le poste de commandement de la révolution sahraouie et de la RASD était un homme de paix, mais pas de n'importe quelle paix. A la tête d'un mouvement qui n'a jamais reculé devant l'action armée et qui compte de très nombreux martyrs, il a su imposer la paix durant une quarantaine d'années, selon une ligne respectueuse de la légalité internationale et des engagements pris par son mouvement vis-à-vis de l'ONU et des pays voisins. Et ce n'était guère facile car il y avait l'attente, longue, trop longue d'un peuple confiné dans des camps de réfugiés durant des décennies, il y avait cette soif de combat chez les jeunes, il y avait les offres alléchantes du royaume chérifien pour «rentrer dans les rangs»… Mohammed Abdelaziz, en dirigeant éclairé d'un mouvement révolutionnaire, a su garder le cap de l'honneur et de la liberté dans la clairvoyance, et éviter à son peuple bien des déboires. Son dernier combat fut de sensibiliser le secrétaire général de l'ONU, avec les suites que l'on connaît, tout en préparant ses troupes à toute éventualité.

Malgré l'épisode regrettable d'une déclaration farfelue mais lourde de sens, du secrétaire général du FLN, début novembre 2015, l'Algérie tout entière salue l'âme du grand disparu et maintient radicalement sa position de soutien actif et inconditionnel au peuple sahraoui : c'est là l'un des rares héritages préservés de l'époque de… la gestion socialiste des entreprises !

M. F.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Ammar, Berrah el Mout !

Obsèques du Président de la RASD. Quel meilleur hommage l'Algérie pourrait-elle rendre à Mohamed Abdelaziz ? Eviter d'envoyer à la cérémonie un…

… Ammar Saâdani !

Ammar Saâdani l'avait dit. C'est fait ! «A.L.L, Ammar Le Limogeur, l'avait prévu, c'est arrivé ! Laksaci n'est plus gouverneur de la Banque d'Algérie. Merveilleuse mécanique que ce «A.L.L». D'une précision suisse sans grain de sable. Il vous regarde droit dans les yeux, signe devant vous l'arrêt de mort professionnelle d'une personne, et deux minutes plus tard, vous entendez sonner le… glas pour le malheureux désigné à la potence ou à l'échafaud ou aux deux modes d'exécution couplés. Du coup, moi, je plaide pour une extension des pouvoirs de «A.L.L». Pourquoi se contenter petitement des simples annonces de limogeage et de liquidations ? Oui ! Osons plus haut ! Osons plus fort ! Osons plus d'ambition pour ce pays que nous aimons tous. Moins que Ammar bien sûr, mais que nous aimons quand même. Faisons en sorte que Ammar puisse aller au-delà des seules prédictions de limogeages de personnels politiques. Par exemple, qu'il revienne se planter face à nous pour nous expliquer comment nous allons échapper à la banqueroute. Ça me plairait bien, ça ! Saâdani, sur ton sérieux, qui nous annoncerait que bientôt-prochainement-tout-à-coup, l'Algérie va appliquer des recettes économiques audacieuses, des réformes politiques révolutionnaires et mener une lutte féroce contre la corruption et les fraudes en tout genre. Ça ne doit pas être sorcier tout ça, pour notre Nostradamus de Hydra-sur-Seine ! Messieurs et Mesdames, il peut le faire ! Et du coup, on pourrait le consulter sur tout, A.L.L ! Dis-nous, dis-nous vite Ammar, la prochaine campagne moissons-battages s'annonce sous quels auspices ? Dis-nous, dis-nous vite Ammar, la balance des paiements va-t-elle balancer plus à gauche ou plus à droite durant le premier trimestre 2017 ? Dis-nous, dis-nous vite Ammar, l'investissement massif des Américains dans l'agriculture, notamment à travers les fermes laitières géantes et les semences transgéniques, ne va-t-il pas provoquer une vraie catastrophe sur la nature même de nos cultures ancestrales et dans nos assiettes ? Allez A.L.L ! Un peu de prospective, un zeste de prévisionnisme et un chouia de visibilité sur les prochains exercices. Et pas juste la liste ânonnée des condamnés à mort du système ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.